



Le Capitalisme ne prend pas de vacances !



Comme chaque été les grands gourous de l'économie néo-libérale profitent du traditionnel repos estival pour faire passer leurs sales coups en douce. Avec comme toujours les services publics dans le collimateur. Après s'être attaqués aux Universités avec la LRU, aux hôpitaux avec la loi Bachelot, à la SNCF avec la réforme des régimes spéciaux, Ils se lancent à l'assaut de la poste avec le projet « Facteurs d'avenir ».

L'« avenir » dont il est question, c'est la disparition du service postal de proximité avec un transfert des responsabilités soit dans un commerce alentours (la belle image du service public que voilà) soit à une poste plus importante qui coagulerait sur la région postale tous les services, autant dire qu'il y aura une nette baisse du nombre de personnels ; l'augmentation des charges de travail des facteurs, qui sont déjà en partie impayées, la priorité accordée aux courriers d'entreprise par rapport à ceux des particuliers, et la porte ouverte à la flexibilité en fonction de la masse de courrier par jour (5 facteurs le mardi, 12 le jeudi, etc..) sur une base contractuelle instable.

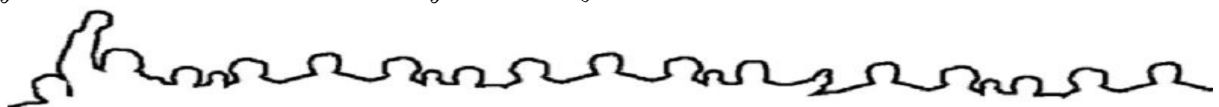
En parlant de contractualisation, le statut des fonctionnaires territoriaux est également remis en cause, 87 députés UMP et MPF ont déposé un projet de loi qui stipule « de transformer la règle actuelle [en matière de recrutement des personnels] en exception. Le statut [de la Fonction publique territoriale] actuellement en vigueur sera maintenu pour les fonctions « régaliennes » que remplissent les collectivités, l'état civil ou la police par exemple ». Les autres seraient désormais recrutés en contrat de droit privé, ce qui signerait la fin de la sécurité relative au poste de fonctionnaire et par là même l'affirmation de la volonté de précariser l'ensemble de la société.

Et pourtant Sarkozy souhaite lancer un grand emprunt pour relever la France, bien entendu pas pour financer des services publics de qualité. Ce serait plutôt pour combler le trou creusé par le bouclier fiscal, et par les prêts sans garantie, les milliards donnés aux entreprises qui continuaient souvent à afficher des profits grâce à un licenciement massif.



Car malgré ce que l'on peut entendre au journal télévisé, la crise n'est pas finie ! Peut-être les hautes sphères de l'économie recommencent-elles à tourner mais pour la plupart des familles elle est encore très présente frappant de plein fouet le pouvoir d'achat. Pour preuve 51% de français ne partent pas en vacances cet été. Qu'ils se réjouissent : ils auront bientôt le droit de travailler le dimanche en compensation ! Bienvenue dans la société de l'ultra-exploitation !

Face aux fausses mesures sociales de Sarkozy, les Jeunes Communistes ont lancé il y a un an la campagne « De nouveaux droits pour les jeunes ». Elle prend à contre-pied la politique nationale de Sarkozy et s'emploie à opposer aux effets d'annonce de l'omniprésident des alternatives émancipatrices et justes.



DE NOUVEAUX DROITS

Droit à l'emploi

Vers une sécurité d'emploi ou de formation. Organisons un système novateur éradiquant le chômage et la précarité. Allons vers un système qui permet d'alterner des emplois stables et correctement rémunérés avec si besoin des formations permettant d'accéder à d'autres emplois choisis tout au long de la vie. Il nous faut aussi remplacer la conception du travail, comme une contrainte subordonnée au capitalisme, par la conception du travail comme élément émancipateur, c'est à dire : travail pour soi, avec les autres et pour les autres. De plus nous exigeons la réappropriation démocratique des moyens de production. A la précarité nous opposons la stabilité : les contrats d'apprentissage, d'alternance ou de qualification doivent donner une rémunération au moins égale au Smic, lui-même devant être revalorisé.

Droit aux loisirs, à la culture

Tendons demain partout à une gratuité pour tous les événements culturels et sportifs. Pouvons au renouveau de la création avec des lieux de cultures par et pour les jeunes en milieu urbain et rural...

Que la gratuité des musées ne soit plus un vœu pieux mais une réalité, que les bibliothèques et médiathèques municipales soient elles aussi gratuites, et que des allocations soient allouées à toutes les universités, aux différents CREPS, aux associations culturelles pour les faire vivre et que chacun puisse accéder à ce qui l'intéresse sans avoir un rapport marchand aux loisirs et à la culture. Notre émancipation n'est pas à vendre !

**POUR
VIVRE**
Et pas survivre !

Droit au logement

Créons un Service public de l'Habitat qui assurerait le respect de la loi SRU et impulserait la construction de nouveaux logements dans toutes les villes de France en respectant l'environnement, et en développant l'urbanisme et la politique de la ville. 30 % de ces logements doivent être réservés aux jeunes, parce que l'émancipation passe aussi par la possibilité d'accéder à un logement personnel.

Droit à l'autonomie

Pour garantir l'aspiration à l'autonomie des jeunes, il est proposé la mise en place d'un système de trois allocations différenciées et individualisées (formation, accès au premier emploi, retour à la formation).

Nos propositions : 3 allocations à hauteur du SMIC

Une allocation formation, pour permettre à chaque étudiant d'éviter d'avoir recours aux petits boulots en marge de la fac pour financer leurs études. Le travail étudiant est une des principales causes de l'échec à l'université, il faut y mettre fin ! Offrons à chacun la possibilité d'étudier, quelque soit sa situation sociale

Une allocation accès au premier emploi, pour sécuriser la transition entre études et monde du travail. Aujourd'hui de trop nombreux étudiants connaissent une période de grande précarité (voir de misère) entre la fin de leurs études et leur première embauche. C'est inacceptable ! Une allocation retour à la formation, on nous dit aujourd'hui qu'il est impossible de garder le même emploi toute sa vie ? Très bien, dans ce cas organisons des reconversions intelligentes et sécurisées, qui évitent de passer par la case galère à tout moment !

POUR LES JEUNES

Droit aux transports

Imposons ensemble la gratuité des transports pour tous, et le développement des infrastructures et des dessertes, ceci dans le cadre d'une maîtrise publique étendue à tous les réseaux européens.

Loin d'être utopique, cette revendication permettrait le développement des transports en commun, et donc la réduction de l'usage de la voiture. Cette mesure aurait donc un double avantage :

- Écologique : en réduisant l'usage de la voiture, elle permettrait de réduire l'émission de gaz polluants au niveau de l'agglomération. De plus, la gestion publique des transports en commun, par la mutualisation des coûts, et à l'abri de toute concurrence sauvage, permet seule de faire les investissements à long terme nécessaires en faveur de l'utilisation de technologies moins polluantes. La gratuité permettrait de sortir définitivement les transports en commun d'une logique de profits.

- Et en termes de justice sociale : plus qu'un simple moyen de déplacements, les transports en commun sont un important lien social, et sont facteurs de mixité sociale. Ainsi, à Rennes, la ligne de métro fait le lien entre le centre et deux quartiers populaires de la ville. La gratuité permettrait l'appropriation par toutes de ce lien social, sans discrimination de situation ni de revenus.

Droit à l'éducation

Pour garantir la réussite de tous nous voulons construire un réel service public de l'éducation nationale qui se donne les moyens de garantir l'accès de toutes et tous au savoir, à une formation choisie et de qualité, qui donne à l'ensemble de la population la possibilité de maîtriser le contenu des débats, de se forger son opinion et de l'exprimer.

Droit à la citoyenneté

Les jeunes ont leur mot à dire sur toutes les politiques publiques et décisions les concernant. Il faut renforcer les conseils représentatifs de la jeunesse qui existent et la création de nouveaux, par exemple dans les conseils régionaux. Nous devons promouvoir un soutien actif aux associations, et à celles des jeunes en particulier. Cet exercice de la citoyenneté passe aussi par une citoyenneté à l'entreprise, avec des droits nouveaux pour les salariés. Il est également indispensable d'accorder le droit de vote pour les étrangers résidant sur le territoire français.



Droit à la santé

Créons une Sécurité Sociale Universelle, avec une prise en charge de la gratuité de la globalité des frais de santé, y compris les frais médicaux et les médicaments. Dans les cadres d'un service public, donnons l'accès à la santé en proposant la gratuité, en favorisant la création de lieux d'écoute, de consultation, de médecine préventive, de délivrance gratuite de moyens de contraception dans tous les lieux de vie des jeunes... Aujourd'hui de trop nombreux jeunes ne vont pas se soigner à causes du prix des soins, c'est inacceptable !

mjc35.free.fr

La France de Vichy, c'est du passé ?

Pas si sûr avec le dernier chapelet de lois sécuritaires sorties des cartons de notre cher gouvernement. Après l'interdiction du droit de se regrouper, il en vient une qui porte atteinte aux Droits de l'Homme dont la France se fait forte d'afficher les valeurs. Voilà introduite la « Loi contre l'entraide », qui dit que « toute personne qui aura, par aide directe ou indirecte, facilité ou tenté de faciliter l'entrée, la circulation ou le séjour irréguliers d'un étranger en France » sera passible d'une peine de cinq ans de prison et 30 000 euros d'amende !!!

Sous couvert de lutter contre les passeurs de clandestins, cette loi vise à briser la solidarité qui peut exister entre gens de différents pays, et à nier du même coup les raisons de cette solidarité : on emprisonnera les personnes qui auront aidé un étranger qui a fui son pays pour des raisons politiques et dont le retour est synonyme de mort, que ce soit de la faim, ou parce qu'il est opposant au régime, ou de la mauvaise ethnie. On fait porter la faute non pas à la politique mondiale mais au sans papier venu trouver asile...

Quelle que soit la raison de son immigration en France, n'est-ce pas inacceptable qu'on lui refuse la liberté et l'égalité des chances, dont se gargarise Sarkozy ? Ou alors, est ce que ce principe ne s'applique qu'à une population choisie ? Le propre d'un droit ou de la loi, n'est-il pas de s'appliquer à tous, sans distinction aucune ?

Il est évident que cette définition n'est pas celle de notre gouvernement, ni semblerait-il d'une Europe qui est toujours plus sévère avec ses clandestins, qui devient, de plus en plus identitaire.

Bienvenue dans la France de Vichy, profitez de votre (court) séjour.

Comment débiter une nouvelle année militante ?

Et pourquoi pas en allant à la fête de l'humanité, qui sera le carrefour des luttes, de la solidarité et de la construction à gauche.

Au programme musical: Deep Purple, Manu Chao, Les Wampas, Cocoon, The Kooks, Maxime le Forestier, etc

Et bien entendu des débats avec Marie-George Buffet, Jean-Luc Mélenchon et bien d'autres ! En déambulant au travers les stands du monde et les différents stands des fédérations du PCF, vous aurez l'occasion de faire du sport avec la FSGT, d'aller voir des pièces de théâtre, des projections de film, de rencontrer des auteurs ou tout simplement d'aller boire une Godinette avec les jeunes communistes d'Ille-et-Vilaine !

Réservation vignette (18 euros les 3 jours) et transport au local du PCF 35 : 02.99.22.21.31



BULLETIN DE CONTACT

Je souhaite rencontrer les Jeunes Communistes d'Ille-et-Vilaine

Nom : Prénom :

Adresse et mail :

(A renvoyer par mail à : mjcf35@gmail.com)

Code postal : Ville :

Téléphone : E.mail :

(A renvoyer à : MJCF, 30 rue Louis Hémon, 35200 RENNES)

Par mail à : mjcf35@gmail.com

